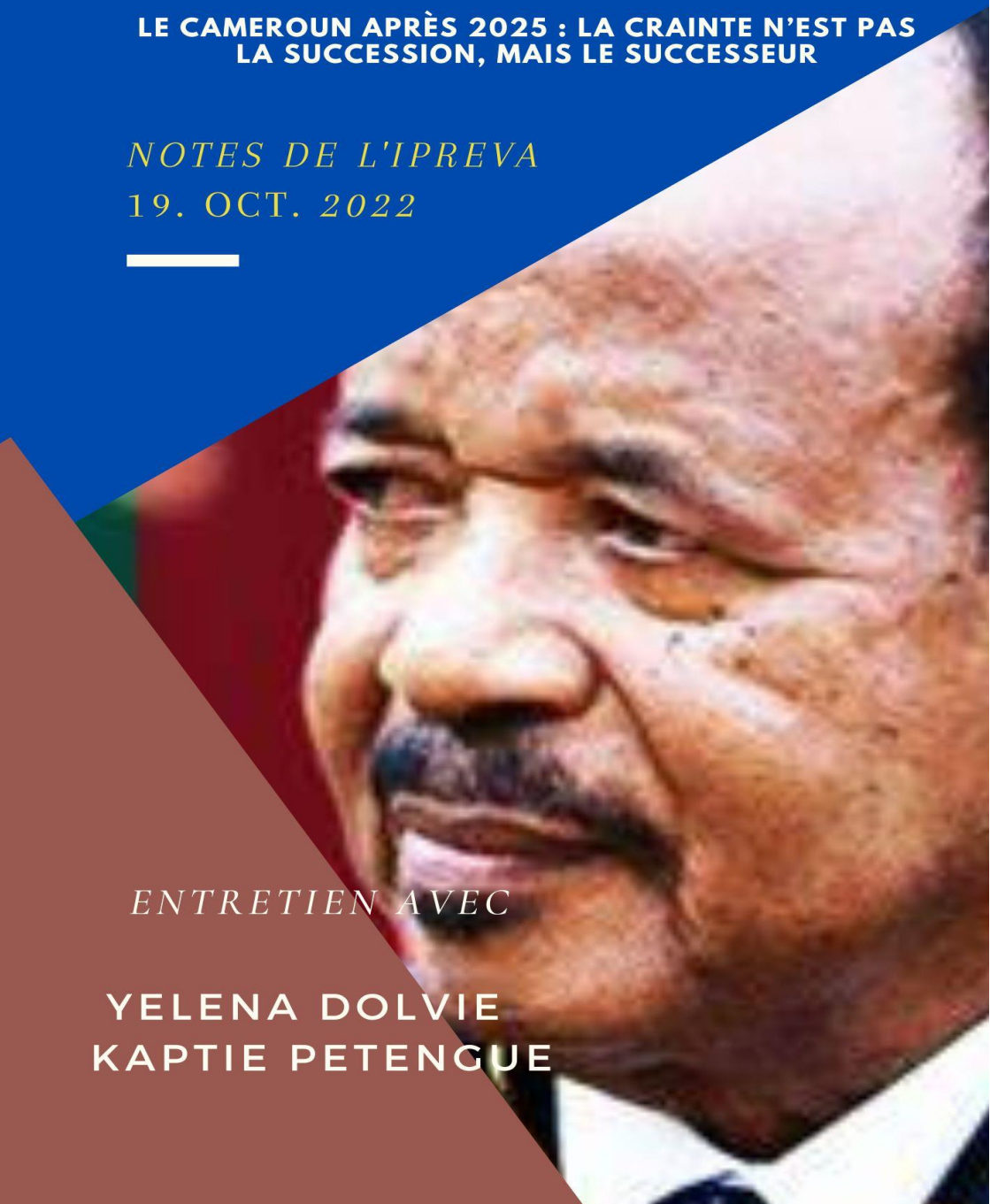
LE CAMEROUN APRÈS 2025 : LA CRAINTE N'EST PAS LA SUCCESSION, MAIS LE SUCCESSEUR

NOTES DE L'IPREVA

19. OCT. *2022*



ENTRETIEN AVEC

YELENA DOLVIE
KAPTIE PETENGUE

Le Cameroun après 2025 : La crainte n'est pas la succession, mais le successeur

Yelena Dolvie KAPTIE PETENGUE

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteure.

Pour citer cette publication :
KAPTIE P, Yelena D., (2022), « Le Cameroun après 2025 : La crainte n'est pas la succession, mais le successeur », *Notes de l'IPREVA*, n°3, 19 octobre.

©IPREVA 2022
Tous droits réservés

INITIATIVE POUR LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENTS EN AFRIQUE

Bastos / Yaoundé
Tel : 237 694 096 263, **info@ipreva.org – www.ipreva.org**

ISBN : 978-9956-12-758-0

Présentation de l'auteure

Yelena Dolvie Kaptie Petengue est juriste de formation universitaire, passionnée de politique. Elle est titulaire du Master en Relations internationales de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) et présidente de l'association " Un Plat et Plan Pour Tous" qui s'occupe des enfants orphelins, aveugles et sourds muets. Elle est auteure de deux ouvrages : *La contribution des partis politiques d'opposition en Afrique francophone dans le processus de démocratisation des Etats* et *L'Alternance politique au Cameroun : Qui aura le Pouvoir en 2025 ?*

Aristide D. Bilounga : *Ce qui nous intéresse dans cet échange avec vous est d'identifier les risques majeurs pouvant conduire à la violence postélectorale au Cameroun en 2025, afin d'alerter les décideurs politiques et toute institution étatique et non étatique et les populations soucieuses de la paix et la de stabilité du Cameroun et de la sous-région Afrique centrale.*
Vous êtes auteure de deux brillants ouvrages publiés dans l'espace de trois ans. Le premier a été édité en 2019 sur la contribution des partis politiques d'oppositions dans le processus de démocratisation des Etats en Afrique francophone. Le second quant à lui, le plus récent publié le 11 août 2022 est axé sur l'alternance politique au Cameroun en 2025. Vous interrogez « la pluralité des contextes politiques et des situations de concurrences, des reliquats d'incertitudes et les calculs prospectifs qui traversent les sociétés quand le pouvoir est sur le point de changer de mains. » Pourriez-vous nous expliquer cette pluralité au Cameroun ?

Yelena D. Kaptie : Déjà je commencerai par vous remercier Monsieur Aristide Bilounga pour cet entretien qui pour ma foi est très salutaire. D'entrée de jeu, dans mon ouvrage je parle effectivement de cette pluralité des contextes politiques et des situations de concurrence qui se matérialisent notamment par l'existence de plusieurs acteurs qui participent chacun d'une empreinte particulière à la vie politique du pays. En effet, chaque acteur y joue un rôle important. Les partis politiques d'opposition quant à eux ont une place prépondérante dans le jeu de l'alternance politique. Notons qu'ils ont pour principal objectif la conquête du pouvoir, à travers notamment l'animation du processus électoral et l'activité éducative des citoyens.

L'autre point qui illustre les reliquats d'incertitudes est mis en exergue dans l'ouvrage pour montrer les manquements liés aux problèmes structurels et de fonctionnement sur l'alternance politique de 2025 au Cameroun. Mais aussi, l'on note des calculs prospectifs que traverse la société camerounaise quand le pouvoir est sur le point de changer de mains. Ceux-ci renvoient à ce mélange cosmopolite des enjeux d'alternance et de transition démocratique. Il s'agit concrètement des questionnements autour de la succession du président Paul Biya à la tête du pays. C'est ce qui justifie des portées de choix dans l'opinion

publique sur certaines personnalités qui pourraient succéder à l'exceptionnelle longévité au pouvoir de Paul Biya.

Aristide D. Biloungа : *Quels sont selon vous les risques majeurs pouvant conduire à une alternance violente au Cameroun ? Peut-on travailler sur ces défis et garantir la pacification du futur scrutin de 2025 ? Si oui, Comment ? Sinon, pourquoi ?*

Yelena D. Kaptie : En 2025 les camerounais seront appelés aux urnes pour élire leur Président de la République. Ce moment majeur est important pour la vie politique nationale. C'est justement la raison pour laquelle pleines de questions taraudent nos esprits. A la question de savoir quels sont les différents risques majeurs pouvant conduire à une alternance violente au Cameroun, l'on pourrait évoquer comme risques majeurs en premier lieu les tensions ethno-politiques au Cameroun. Car les tensions politiques et ethniques déclenchées par l'élection présidentielle très controversée de 2018 continuent d'agiter le Cameroun qui fait déjà face à une insurrection séparatiste dans ses régions anglophones. L'on note pleins de sympathisants échanger des insultes à caractère ethnique, des propos haineux se multiplient et avec eux les tensions ethniques. Tendances qui, si elles se renforcent encore pourraient menacer la stabilité du Cameroun.

Notons aussi l'oppression des partis politiques d'opposition qui s'avère également très cruciale pour l'alternance politique au Cameroun en 2025. En effet la controverse autour de l'élection présidentielle de 2018 a entraîné des arrestations de certains membres des partis politiques d'opposition. De même, la marge étroite des possibilités de déploiement des partis politiques d'opposition crée des inquiétudes autour de l'alternance politique au Cameroun. Notons que les partis politiques d'opposition n'ont pas libre cours dans le processus électoral. Cette oppression pourrait déséquilibrer le cours de la vie politique du Cameroun à cette période.

Comme autre risque majeur, on peut relever le positionnement d'un dauphin par le parti au pouvoir sans concourir aux élections.

Plusieurs langues se délient face à la succession du président Paul Biya. Les instances n'étant pas renouvelées depuis de nombreuses années, chacun espère tirer son épingle du jeu. La succession du président national est dans toutes les têtes, mais en public le sujet est encore tabou. Il ne faut pas en faire une obsession. La crainte n'est pas la succession au Cameroun, mais le successeur. Car certains estiment qu'une effervescence de problèmes surviendrait si celui que le président de la République du Cameroun Paul Biya déciderait de mettre à la tête de la nation est quelqu'un qui y arriverait sans passer par les urnes.

Enfin, on peut parler de la question du troisième mandat. L'Afrique francophone est actuellement frappée par le fléau du troisième mandat. Ce qui conduit à des heurts politiques, déstabilisant par-là l'équilibre national de certains pays. Le cas du Mali illustre bien cette décadence politique. Notons que le Mali est en troubles constant depuis le renversement de Ibrahim Boubacar Keita en 2020. Il en est de même pour le Burkina Faso et la Guinée Conakry, qui font actuellement face à un déséquilibre national, impliquant par-là leurs relations avec les autres pays voisins de la sous-région et la communauté internationale. Il y a donc lieu de s'interroger sur la candidature du président Paul Biya aux élections présidentielles de 2025. Surtout que le président de la République du Cameroun laisse encore planer le doute sur sa candidature à moins de trois ans des élections présidentielles. A ce propos, il répondait à une question de journaliste en laissant clairement entendre à qui voudrait le savoir qu'il se prononcera sur sa candidature à la fin de son actuel mandat.

Dans cette expectative, certains questionnements persistent sur la succession du président de la République du Cameroun à la tête du pays. Aussi, particulièrement s'interroge-t-on sur la possible candidature de son fils Franck Biya à la Présidence de la République. Assistera-t-on à un scénario de type dynastique où le fils succède au père ? Surtout qu'il est sans ignorer que l'Afrique francophone connaît des cas comme la situation actuelle du Tchad où le fils Mahamat Idriss Deby Itno a pris les rênes du pays après la mort au front de guerre contre les groupes terroristes Boko Haram de son père Idriss Deby Itno, ancien Président

de la République du Tchad.

Pour assurer un scrutin pacifique au Cameroun en 2025, il faudrait procéder par un scénario de correction systématique des différentes entraves susmentionnées. Tout d'abord, une sensibilisation même par courrier électronique de l'opinion publique sur la promotion de la cohésion sociale, l'harmonie, la lutte contre le tribalisme, la corruption et tous autres maux susceptibles de créer des tensions ethno-politiques au Cameroun. Aussi, faudrait-il donner la possibilité aux partis politiques d'opposition d'agir librement dans la préparation aux élections présidentielles et dans toute autre activité pouvant consolider la vie des partis politiques. De plus, la libération des prisonniers politiques des présidentielles de 2018 pourrait contribuer à apaiser l'alternance politique au Cameroun en 2025. Notons également que le recours aux urnes est incontournable pour une alternance pacifique au Cameroun en 2025. Une ouverture peut être laissée aux partis politiques d'opposition afin qu'ils puissent se rapprocher de leurs aspirations politiques dont pouvoir diriger le pays.

Aristide D. Bilounga : *Finalement, comment voyez-vous l'après 2025 au Cameroun, plus de cohésion et d'harmonie ou plus de tensions et d'hostilités politiques ? Quelles conséquences cette situation pourrait-elle entrainer dans la sous-région qui connait déjà de nombreux problèmes dans les pays voisins ?*

Yelena D. Kaptie : L'année 2025 impactera très considérablement la vie politique du Cameroun. Peu importe la tendance des élections présidentielles, la situation du pays après 2025 reste une question ardue. Surtout que l'actualité internationale continentale renseigne sur les périples politiques peu reluisant des Etats africains francophones. On distingue à ce propos deux éventualités : il est possible d'assister à un renforcement de cohésion en interne, c'est-à-dire sur le plan national ou alors l'on assistera aux dissensions politiques. L'un des facteurs les plus déterminants de la situation du Cameroun après 2025 est avant tout la satisfaction de l'opinion électorale (les populations, les différents partis politiques, qui sont entre autres aussi des électeurs) par

les résultats des présidentielles de 2025. On rajoute à ce compte la participation des différents partis politiques à la cohésion sociale.

Pour un après 2025 tranquille, il faudrait un traitement total sur l'apaisement de la crise sociopolitique sévissant dans les régions anglophones du Cameroun. Ainsi qu'une lecture des problèmes existant dans les pays voisins du Cameroun en Afrique Centrale. Il faut dire que l'après 2025 au Cameroun sera capital pour la vie de la sous-région, ceci en fonction de sa stature en Afrique Centrale. La situation politique du Cameroun à cette période aura donc sans doute des répercussions sur différents plans dans la sous-région au vu du poids significatif que lui confère l'avantage de richesses naturelles et de son dynamisme remarquable.

IPREVA est la première organisation africaine de droit camerounais, à but non lucratif qui vise à prévenir la radicalisation violente sous toutes ses formes en Afrique